

N° 678.

---

ALLEMAGNE, BELGIQUE,  
BRÉSIL, DANEMARK,  
EMPIRE BRITANNIQUE, etc.

Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, signé à Genève le 24 septembre 1923.

---

GERMANY, BELGIUM,  
BRAZIL, DENMARK,  
BRITISH EMPIRE, etc.

Protocol on Arbitration Clauses,  
signed at Geneva, September 24,  
1923.

No. 678. — PROTOCOLE<sup>1</sup> RELATIF  
AUX CLAUSES D'ARBITRAGE,  
SIGNÉ A GENÈVE LE 24 SEP-  
TEMBRE 1923.

*Enregistré le 28 juillet 1924, par suite de son  
entrée en vigueur.*

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter au nom des pays qu'ils représentent, les dispositions suivantes :

1. Chacun des Etats contractants reconnaît la validité, entre parties soumises respectivement à la juridiction d'Etats contractants différents, du compromis ainsi que de la cause compromissoire par laquelle les parties à un contrat s'obligent, en matière commerciale ou en toute autre matière susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage par compromis, à soumettre en tout ou partie les différends qui peuvent surgir dudit contrat, à un arbitrage, même si ledit arbitrage doit avoir lieu dans un pays autre que celui à la juridiction duquel est soumise chacune des parties au contrat.

Chaque Etat contractant se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé ci-dessus aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. L'Etat contractant qui fera usage de cette faculté en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations aux fins de communication aux autres Etats contractants.

2. La procédure de l'arbitrage, y compris la constitution du tribunal arbitral, est réglée par la volonté des parties et par la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage a lieu.

Les Etats contractants s'engagent à faciliter les actes de procédure qui doivent intervenir

<sup>1</sup> Le dépôt des instruments de ratification de la Finlande a eu lieu le 10 juillet 1924 ; celui de l'Italie le 28 juillet 1924 ; celui de l'Albanie, le 29 août 1924 ; celui de la Belgique, le 23 septembre 1924 ; celui de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, le 27 septembre 1924, celui de l'Allemagne, le 5 novembre 1924.

Accession : Rhodésie du Sud, 18 décembre 1924.

No. 678. — PROTOCOL<sup>1</sup> ON AR-  
BITRATION CLAUSES, SIGNED  
AT GENEVA, SEPTEMBER 24,  
1923.

*Registered July 28, 1924, following its entry into  
force.*

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the countries which they represent, the following provisions :

(1) Each of the Contracting States recognises the validity of an agreement whether relating to existing or future differences between parties subject respectively to the jurisdiction of different Contracting States by which the parties to a contract agree to submit to arbitration all or any differences that may arise in connection with such contract relating to commercial matters or to any other matter capable of settlement by arbitration, whether or not the arbitration is to take place in a country to whose jurisdiction none of the parties is subject.

Each Contracting State reserves the right to limit the obligation mentioned above to contracts which are considered as commercial under its national law. Any Contracting State which avails itself of this right will notify the Secretary-General of the League of Nations, in order that the other Contracting States may be so informed.

(2) The arbitral procedure, including the constitution of the arbitral tribunal, shall be governed by the will of the parties and by the law of the country in whose territory the arbitration takes place.

The Contracting States agree to facilitate all steps in the procedure which require to be taken

<sup>1</sup> The deposit of the instruments of ratification by Finland took place on July 10, 1924 ; that by Italy on July 28, 1924 ; that by Albania on August 29, 1924 ; that by Belgium on September 23, 1924 ; that of Great Britain and Northern Ireland on September 27, 1924, that by Germany, November 5, 1924.

Accession : Southern Rhodesia, December 18, 1924.

sur leur territoire, conformément aux dispositions réglant, d'après leur législation, la procédure d'arbitrage par compromis.

3. Tout Etat contractant s'engage à assurer l'exécution, par ses autorités et conformément aux dispositions de sa loi nationale, des sentences arbitrales rendues sur son territoire en vertu des articles précédents.

4. Les tribunaux des Etats contractants, saisis d'un litige relatif à un contrat conclu entre personnes visées à l'article premier et comportant un compromis ou une clause compromissoire valable en vertu dudit article et susceptible d'être mis en application, renverront les intéressés, à la demande de l'un d'eux, au jugement des arbitres.

Ce renvoi ne préjudicie pas à la compétence des tribunaux au cas, où, pour un motif quelconque, le compromis, la clause compromissoire ou l'arbitrage sont devenus caducs ou inopérants.

5. Le présent Protocole, qui restera ouvert à la signature de tous les Etats, sera ratifié. Les ratifications seront déposées aussitôt que possible auprès du Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

6. Le présent Protocole entrera en vigueur aussitôt que deux ratifications auront été déposées. Ultérieurement, ce Protocole entrera en vigueur, pour chaque Etat contractant, un mois après la notification, par le Secrétaire général de la Société, du dépôt de sa ratification.

7. Le présent Protocole pourra être dénoncé par tout Etat contractant moyennant préavis d'un an. La dénonciation sera effectuée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci transmettra immédiatement à tous les autres Etats signataires des exemplaires de cette notification, en indiquant la date de réception. La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général. Elle ne sera valable que pour l'Etat contractant qui l'aura notifiée.

8. Les Etats contractants seront libres de déclarer que leur acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à l'ensemble ou à une partie des territoires ci-après mentionnés, à savoir : colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sur lesquels ils exercent un mandat.

in their own territories, in accordance with the provisions of their law governing arbitral procedure applicable to existing differences.

(3) Each Contracting State undertakes to ensure the execution by its authorities and in accordance with the provisions of its national laws of arbitral awards made in its own territory under the preceding articles.

(4) The tribunals of the Contracting Parties, on being seized of a dispute regarding a contract made between persons to whom Article 1 applies and including an Arbitration Agreement whether referring to present or future differences which is valid in virtue of the said article and capable of being carried into effect, shall refer the parties on the application of either of them to the decision of the arbitrators.

Such reference shall not prejudice the competence of the judicial tribunals in case the agreement or the arbitration cannot proceed or becomes inoperative.

(5) The present Protocol, which shall remain open for signature by all States, shall be ratified. The ratifications shall be deposited as soon as possible with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify such deposit to all the Signatory States.

(6) The present Protocol will come into force as soon as two ratifications have been deposited. Thereafter it will take effect, in the case of each Contracting State, one month after the notification by the Secretary-General of the deposit of its ratification.

(7) The present Protocol may be denounced by any Contracting State on giving one year's notice. Denunciation shall be effected by a notification addressed to the Secretary-General of the League, who will immediately transmit copies of such notification to all the other Signatory States and inform them of the date on which it was received. The denunciation shall take effect one year after the date on which it was notified to the Secretary-General, and shall operate only in respect of the notifying State.

(8) The Contracting States may declare that their acceptance of the present Protocol does not include any or all of the undermentioned territories: that is to say, their colonies, overseas possessions or territories, protectorates or the territories over which they exercise a mandate.

Ces Etats pourront, par la suite, adhérer au Protocole séparément, pour l'un quelconque des territoires ainsi exclus. Les adhésions seront communiquées aussitôt que possible au Secrétaire général de la Société des Nations qui les notifiera à tous les Etats signataires et elles prendront effet un mois après leur notification par le Secrétaire général à tous les Etats signataires.

Les Etats contractants pourront également dénoncer le Protocole séparément pour l'un quelconque des territoires visés ci-dessus. L'article 7 est applicable à cette dénonciation.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Etats contractants.

Fait à Genève, le vingt-quatrième jour de septembre, mil neuf cent vingt-trois en un seul exemplaire, dont les textes anglais et français feront également foi, et qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Conformément au second paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>, la Belgique se réserve la liberté de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup>

The said States may subsequently adhere separately on behalf of any territory thus excluded. The Secretary-General of the League of Nations shall be informed as soon as possible of such adhesions. He shall notify such adhesions to all Signatory States. They will take effect one month after the notification by the Secretary-General to all Signatory States.

The Contracting States may also denounce the Protocol separately on behalf of any of the territories referred to above. Article 7 applies to such denunciation.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all the Contracting States.

Done at Geneva on the twenty-fourth day of September, one thousand nine hundred and twenty-three, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic, and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League.

PAUL HYMANS

*1<sup>er</sup> Délégué de la Belgique*

V. SIDZIKAUSKAS

*premier délégué de la Lithuanie*

A. MICHALAKOPOULOS

*délégué de la Grèce*

(avec la réserve de l'art. 1<sup>er</sup>).

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

In conformity with the second paragraph of Article 1, Belgium reserves the right to limit the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under national law.

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

PAUL HYMANS,

*First Delegate of Belgium.*

V. SIDZIKAUSKAS,

*First Delegate of Lithuania.*

A. MICHALAKOPOULOS,

*Delegate of Greece.*

(Subject to the reserve mentioned in Article 1.)

ROBERT CECIL

*first delegate of the British Empire*

I declare that my signature applies only to Great Britain & Northern Ireland & consequently does not include any of the colonies overseas possessions or protectorates under His Britannic Majesty's sovereignty or authority or any territory in respect of which His Majesty's Govt. exercises a mandate.

AFRANIO DE MELLO FRANCO

*Délégué du Brésil.*

JUAN J. AMEZAGA

B. FERNANDEZ Y MEDINA

(Uruguay)

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de la présente Convention, le Gouvernement français se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu audit article, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

En vertu de l'article 8 de la présente Convention, le Gouvernement français déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux Colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, non plus qu'aux protectorats ou territoires sur lesquels la France exerce un mandat.

G. HANOTAUX

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

ROBERT CECIL,

*Premier Délégué de l'Empire Britannique.*

Je déclare que ma signature s'applique seulement à la Grande-Bretagne et à l'Irlande du Nord, et par conséquent à aucune des colonies, possessions et territoires d'outre-mer, protectorats sous la souveraineté ou l'autorité de Sa Majesté Britannique, ni à aucun des territoires sur lesquels Sa Majesté Britannique exerce un mandat.

AFRANIO DE MELLO-FRANCO,

*Delegate of Brazil.*

JUAN J. AMEZAGA,

B. FERNANDEZ Y MEDINA.

(Uruguay.)

By virtue of paragraph 2 of Article 1 of the present Convention, the French Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid Article to contracts which are considered commercial under its national law.

In virtue of Article 8 of the present Convention, the French Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include the colonies, overseas possessions or territories, or protectorates or territories in respect of which France exercises a mandate.

G. HANOTAUX.

R. A. AMADOR  
(Délégué de Panama)

GARBASSO  
(pour l'Italie).

La Principauté de Monaco se réserve la liberté de restreindre son engagement aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

Pour la Principauté de Monaco  
le 29. III. 24  
R. ELLES-PRIVAT.

GOTTFRIED ASCHMANN  
(pour l'Allemagne)

Au nom du Gouvernement Royal roumain, je signe la présente Convention avec la réserve que le Gouvernement Royal pourra en toute occurrence restreindre l'engagement prévu à l'art. 1<sup>er</sup> alinéa II aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national

N. P. COMNENE.  
(pour la Roumanie)

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

R. A. AMADOR,  
(Delegate of Panama.)

GARBASSO  
(for Italy.)

The Principality of Monaco reserves the right to limit its obligation to contracts which are considered as commercial under its national law.

for the Principality of Monaco.  
29. III. 24.  
R. ELLES-PRIVAT

GOTTFRIED ASCHMANN  
(for Germany.)

On behalf of the Royal Roumanian Government, I sign the present Convention, subject to the reservation that the Royal Government may in all circumstances limit the obligation mentioned in Article 1, paragraph 2, to contracts which are considered as commercial under its national law.

N. P. COMNENE  
(for Roumania).

En vertu de l'Article 8 du présent protocole le Gouvernement japonais déclare que son acceptation du présent protocole ne s'étend pas à ses territoires ci-après mentionnés : — Chosen, Taiwan, Karafuto, le territoire de bail de Kwantung, les territoires sur lesquels le Japon exerce son mandat.

K. ISHII

Pour le Japon.

Par application de l'alinéa deux de l'article premier du présent protocole le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu au dit article aux contrats qui seraient considérés comme commerciaux par son droit national

En vertu de l'article huit du Protocole, le Gouvernement de sa Majesté le Roi d'Espagne déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux possessions espagnoles en Afrique ni aux territoires du Protectorat Espagnol au Maroc.

30 Août 1924.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais.

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

In virtue of Article 8 of the present Protocol, the Japanese Government declares that its acceptance of the present Protocol does not include its territories mentioned hereinafter : — Chosen, Taiwan, Karafuto, the leased territory of Kwantung, and the territories in respect of which Japan exercises a mandate.

K. ISHII

for Japan.

By virtue of paragraph 2 of article 1 of the Present Protocol the Government of His Majesty the King of Spain reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid article to contracts which are considered as commercial under its national law.

In virtue of article 8 of the Protocol the Government of His Majesty the King of Spain declares that its acceptance of the present Protocol does not include the Spanish possessions in Africa and the territories of the Spanish Protectorate in Morocco.

August 30, 1924.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1 to contracts which are considered as commercial under Netherlands law.

En outre il déclare son point de vue que la reconnaissance en principe de la validité des clauses d'arbitrage ne porte nullement atteinte aux dispositions restrictives qui se trouvent actuellement dans la législation néerlandaise, ni au droit d'y introduire d'autres restrictions à l'avenir.

Pays-Bas. Pour le Royaume en Europe.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK

HEIKKI RENVALL.

Pour la Finlande.

En signant le Protocole, fait à Genève le 24 septembre 1923, relatif aux clauses d'arbitrage je soussigné Représentant du Gouvernement Danois auprès du Secrétariat de la Société des Nations, déclare relativement à l'article 3 ce qui suit : D'après le droit danois les sentences arbitrales rendues par un tribunal d'arbitrage ne sont pas immédiatement exigibles, mais il est nécessaire, dans chaque cas, pour les rendre exigibles, de s'adresser aux tribunaux ordinaires. Au cours des procédés devant ces tribunaux la sentence arbitrale sera cependant admise généralement sans examen ultérieur comme base pour le jugement définitif de l'affaire. — Sauf ratification. —

GENÈVE le 30 mai 1924

Pour le Danemark :  
A. OLDENBURG.

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

Further, it declares its opinion that the recognition in principle of the validity of arbitration clauses in no way affects either the restrictive provisions at present existing under Netherlands law or the right to introduce other restrictions in the future.

Netherlands. For the Kingdom in Europe.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

HEIKKI RENVALL

for Finland.

On signing the Protocol on arbitration clauses done at Geneva on September 24, 1923, I, the undersigned representative of the Danish Government, accredited to the Secretariat of the League of Nations, make the following declaration in respect of Article 3 : Under Danish law, arbitral awards made by an arbitral tribunal do not immediately become operative ; it is necessary in each case, in order to make an award operative, to apply to the ordinary Courts of Law. In the course of the proceedings, however, the arbitral award will generally be accepted by such Courts without further examination, as a basis for the final judgment in the affair. — Subject to ratification.

GENEVA, May 30, 1924.

For Denmark.  
A. OLDENBURG



Pour la Norvège  
le 5 août 1924  
CHR. L. LANGE

Pour la Confédération Suisse  
le 10 Septembre 1924.  
MOTTA.

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> du présent Protocole, le Gouvernement Letton se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu dans le dit article aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

Pour la Lettonie,  
le 12 Septembre 1924.  
L. SEJA

J. GUSTAVO GUERRERO  
Pour le Salvador  
13 septembre 1924.

Pour le Chili  
le 16 Septembre 1924.  
ARMANDO QUEZADA A.  
E. VILLEGAS

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

For Norway.  
August 5, 1924.  
CHR. L. LANGE

For the Swiss Confederation,  
September 10, 1924.  
MOTTA.

By virtue of paragraph 2 of Article 1 of the present Protocol the Latvian Government reserves the right to limit the obligation mentioned in the aforesaid article to contracts which are considered as commercial under its national law.

For Latvia,  
September 12, 1924.  
L. SEJA.

J. GUSTAVO GUERRERO.  
For Salvador,  
September 13, 1924.

For Chile,  
September 16, 1924.  
ARMANDO QUEZADA A.  
E. VILLEGAS.

Pays-Bas. Pour les trois territoires d'outre-mer, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao.

Le Gouvernement néerlandais se réserve la liberté de restreindre l'engagement visé au premier paragraphe de l'article premier aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par le droit néerlandais. En outre il déclare son point de vue, « que la reconnaissance en principe de la validité des clauses d'arbitrage ne porte nullement atteinte aux dispositions restrictives qui se trouvent actuellement dans les législations de ces territoires, ni au droit d'y introduire d'autres restrictions à l'avenir. »

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

20 Septembre 1924.

Pour le Paraguay

Genève le 29 Septembre 1924

R. V. CABALLERO

Pour l'Autriche

Genève le 24 novembre 1924

E. PFLÜGL.

*Traductions du Secrétariat de la Société des Nations :*

*Netherlands.* For the three territories beyond the seas, Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The Government of the Netherlands reserves its right to restrict the obligation mentioned in the first paragraph of Article 1, to contracts which are considered as commercial under Netherlands law.

Further, it declares its opinion " that the recognition in principle of the validity of arbitration clauses in no way affects either the restrictive provisions at present existing under Netherlands law or the right to introduce other restrictions in the future ".

September 20, 1924.

*Translations by the Secretariat of the League of Nations :*

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

For Paraguay,

Geneva, September 29, 1924.

R. V. CABALLERO.

For Austria,

Geneva, November 24, 1924.

E. PFLÜGL.